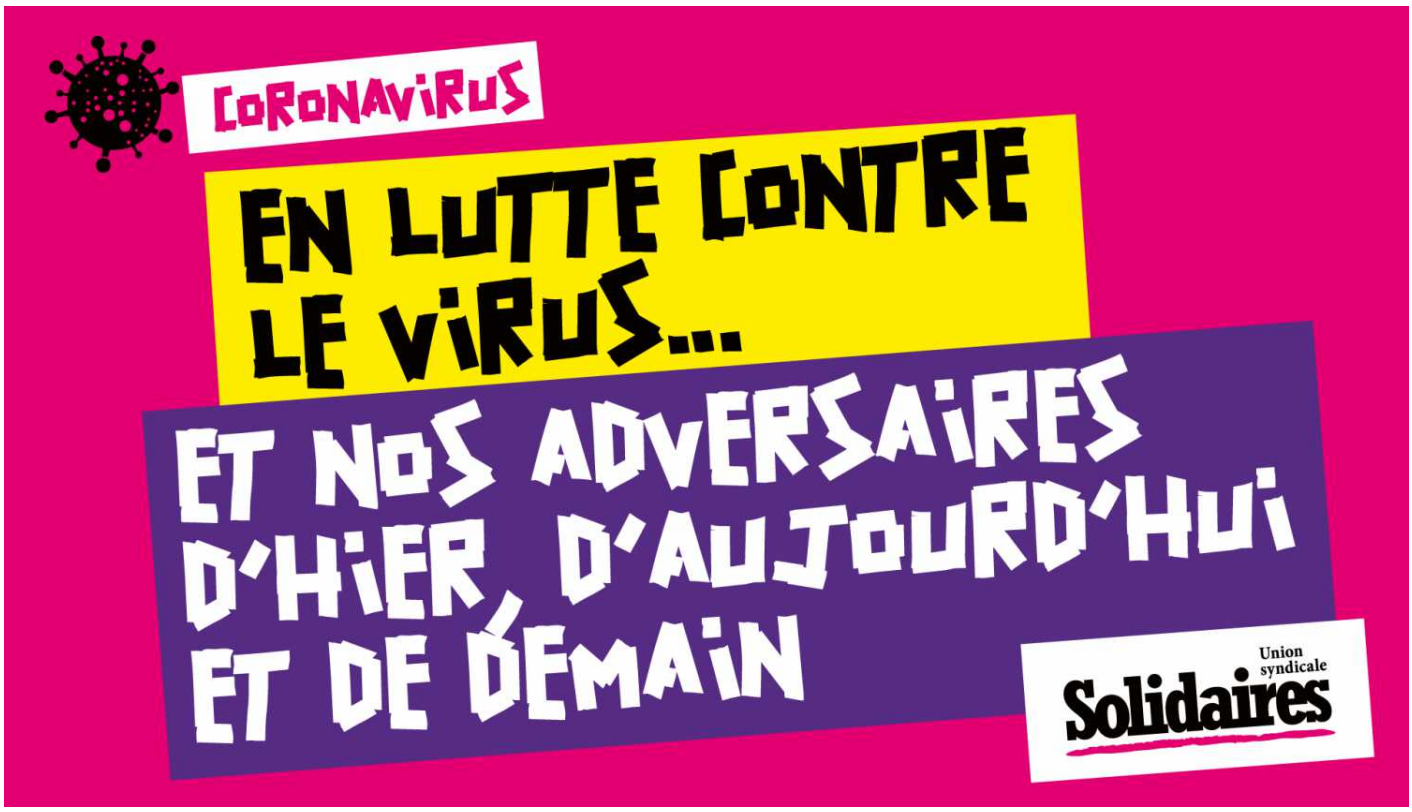
itinéraires sud
le journal de sud éducation rhône



Education: Do it yourself?

Nous sommes une des rares professions de service public à devoir fabriquer nous-mêmes nos outils de travail. Certes, il existe des manuels scolaires, mais c'est à nous de faire le tri pour éliminer les propos et images sexistes, les points de vue colonialistes, les fausses pédagogies, les non-conformes aux programmes... et de les adapter à nos classes. Imaginons un·e chirurgien·ne retailler lui ou elle-même ses scalpels... Aujourd'hui, non seulement nos chef·fe·s considèrent que notre travail peut se faire par télépathie (ben oui, on n'a pas vu arriver les fameuses tablettes et connexions promises par Jean-Mimi et les serveurs ne tiennent pas le choc), nous poussent au volontariat pour accueillir

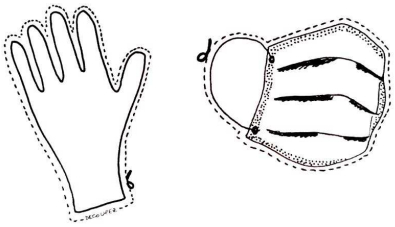
journal bimestriel ■ n^lle série
n° de CPPAP 0920 S 05020
n°116 ■ mars-avril 2020

[suite]

Education:

Do it yourself?

les enfants de soignant·es dans des conditions sanitaires douteuses, nous demandent de distribuer du matériel à toutes celles et ceux qui n'en ont pas... mais en plus, il faut qu'on réinvente toutes nos méthodes. Et là encore, bizarrement, la motivation, la manipulation, l'émulsion collective, le droit à l'erreur... tout ce qui est au cœur d'une classe physique, on doit s'en passer. Au mieux on bidouille entre les injonctions ministérielles et la réalité de la situation, au pire on fait du zèle et on laisse la moitié de nos classes sur le carreau. Le télétravail dans l'enseignement, c'est comme si dans la santé, on utilisait ça :



Ça donne le sentiment d'être protégé·e ??! Heureusement, Sud Éducation existe, et chez nous, la lutte continue :

Lettre d'un prof de maths aux IA-IPR, recteurs, rectrices, ministre...

J'enseigne les maths en lycée, une classe de 2nde et deux de terminale.

Après ces 8 premiers jours de fermeture, il me semble important de nous poser quelques questions.

Il me semble qu'il y a eu énormément de précipitation à vouloir faire tout (et donc parfois n'importe quoi) pour suivre les directives ministérielles annoncées dans l'urgence de faire de la "continuité pédagogique" la plus importante de nos préoccupations (j'interprète un peu mais c'est comme ça que j'ai reçu le message !)

Cela a conduit à l'explosion des ENT, aux recours massifs d'outils web en contradiction totale avec le RGPD et les rappels de bon usage que nous a envoyés le rectorat dans un courrier daté du 5 mars, à ce que de nombreux et nombreuses élèves et parents témoignent d'une énorme quantité de travail reçue, à ce que de nombreux et nombreuses collègues frisent le burn-out seul·es chez eux, à tenter de résoudre l'impossible quadrature du cercle pédagogico-electronico-confinement.

On reçoit beaucoup d'informations techniques pour savoir comment enseigner à distance.

Mais je n'ai pas vu passer ne serait-ce qu'un embryon de réflexion portée par

l'institution sur des questions fondamentales : qu'enseigne-t-on à distance : quels contenus, dans quel(s) objectif(s), à quelle fréquence ?

Et, surtout, pour quel·les élèves ????

Il me semble en effet illusoire de penser que tous et toutes vont se connecter assez régulièrement, vont devenir d'un seul coup autonomes et responsables, vont être capables de comprendre ce qui nécessite d'habitude 10 questions au prof (parfois les mêmes, posées plusieurs fois, plusieurs jours de suite), des échanges avec les autres élèves, le petit coup de fouet donné par l'interro du lendemain, etc. Illusoire de penser que tous et toutes ont les conditions matérielles nécessaires à la bonne marche de cet enseignement à distance : un endroit au calme pour travailler, une connexion fiable sur un support de qualité, une famille aidante et stimulante, notamment.

Depuis la fermeture, dans mes 3 classes, je n'ai eu qu'à poursuivre une séquence, donner des exercices et leur correction, répondre à des questions. Maintenant, j'en suis à savoir si je vais entamer ou pas un "nouveau chapitre".

Si cela me paraît possible avec des terminales, qui sont presqu'adultes, qui s'organisent entre elles et eux de façon autonome pour se faire passer des infos, qui ont la source de motivation Bac à la fin de l'année, aborder de nouvelles notions avec des élèves de 2nde me pose une vraie question éthique.

Dans ma classe de 2nde, aborder de nouvelles notions à distance ne va sans doute poser aucun souci aux 3 ou 4 "bolides". Ça ne changera pas grand'chose non plus pour les 3 ou 4 élèves qui sont habituellement des "présent·es-absent·es". Ça sera difficile mais ça permettra sans doute d'avancer un peu à une quinzaine d'élèves. Il en reste une douzaine, de ces élèves qui ont des difficultés, qui se laisseraient bien aller à lâcher l'affaire, mais qu'on réussit à tenir, à remotiver, à faire progresser un peu, dans la relation quotidienne, à force d'encouragements, de persuasion, parfois d'un peu de démagogie :-) !

Ceux-là, celles-là, je ne vois pas comment on peut s'imaginer qu'ils et elles profiteront de la "continuité pédagogique", d'autant plus si celle-ci consiste à aborder de nouvelles notions pas simples (genre géométrie analytique, ou études de signes, en ce qui me concerne).

Et il y a le programme (exigeant) à finir. Et il y a des élèves qui suivront la spé maths l'année prochaine, au programme très exigeant. Et il y a les élèves qui suivront une filière technologique l'année prochaine.

Bref, que faire ? Avancer quand même et suivra qui pourra suivre ? C'est malheureusement ce que l'on fait régulièrement en temps normal, bien forcé·es par le calendrier et les programmes, mais on réussit quand même en général à faire avancer la plupart des élèves, au moins un peu, avec les autres.

Pour alimenter la réflexion, Mme Désir, Ministre de l'éducation de la fédération Wallonie-Bruxelles, a publié une circulaire le 17 mars précisant que les travaux effectués pendant cette période de confinement "ne peuvent en aucune manière porter sur des apprentissages qui n'ont pas été abordés préalablement en classe".

https://desir.cfwb.be/home/presse--publications/publications/continuite-des-apprentissages-durant-la-suspension-des-cours.publicationfull.html

D'avance merci de vos éclairages.

Brève cynique:
La recette du gel hydroalcoolique

Puisque nos établissements en manquent, où qu'on soit ; puisque nos conditions de travail actuelles annoncent la fin de l'enseignement en présentiel de la maternelle à l'université et qu'il va nous être demandé de se trouver d'autres ressources... Voici donc la recette du gel hydroalcoolique :

Composition de la solution hydro-alcoolique retenue par l'Organisation mondiale de la santé.

	10 L	1 L
Alcool (éthanol à 96 %)	8,333 L	0,83 L
Eau oxygénée (peroxyde d'hydrogène à 3 %)	0,417 L	0,04 L
Glycérine (glycérol à 98 %)	0,145 L	0,01 L
Eau (distillé, ou bouillie et refroidie)	q.s.p.	0,12 L

Vous pouvez acheter une bouteille d'alcool à 90 degrés en 125 ml, vous mettez 5 ml d'eau oxygénée et 10 ml de glycérine.

Cependant, c'est plus compliqué à préparer, pas facilement transportable partout et toujours moins efficace... que le lavage des mains avec de l'eau et du savon.

Achetons du PQ!

En ces temps de confinement et de chute des marchés à travers le monde, cher.e.s compatriotes, il faut aller à l'essentiel. Malgré les grands discours guerriers gouvernementaux sur les métiers indispensables, les mesures exceptionnelles, les priorités économiques... le choix n'est pas à la lutte contre le COVID-19, mais bien à faire passer quelques réformes du code du travail en douce.

En parallèle, les camarades du bâtiment sont sur les chantiers, les entreprises nous envoient leurs meilleurs vœux de confinement dans leurs catalogues en ligne parce que leurs livreur·euse·s n'ont pas besoin d'être confiné·e·s, la production n'est pas réorientée sur les premières nécessités (au hasard : les produits médicaux et sanitaires), et les milliards qui manquaient cruellement pour un système social et solidaire pleuvent subitement pour sauver la sécu – euh non – les patrons. Bref, vue toute la merde charriée par la période, on peut comprendre les précautions prises pour ne pas se retrouver au bout du rouleau.

Vous avez dit continuité pédagogique?

Ce matin, j'ai rendez-vous avec ma classe. J'ai tout préparé en amont : les documents qu'ils et elles doivent analyser, les questions qu'il faut se poser, les références historiques et/ou littéraires... Je leur ai tout envoyé, pour qu'ils et elles puissent travailler les choses avant qu'on se retrouve pour aborder leurs questions, leurs difficultés potentielles.

J'ai pris les devants au niveau technique, parce que je ne maîtrise pas l'outil : j'ai testé les jours précédents avec mon ordi perso, avec des collègues tou·te·s rivé·e·s à leur ordinateur perso... J'ai bien galéré pour tout paramétrer, mais ça y est, après 4 tentatives et 3h passé sur l'ordi rien que pour ça, ça devrait pouvoir le faire.

Jour J, 9h. 4 élèves sont connecté·e·s. Parmi elles et eux, un Emmanuel Macron.

9h05. 17 élèves sont connecté·e·s, dont 5 Macron, et 6 prénoms d'élèves de la classe précédés de « le vrai »... A les entendre, il y en a qui ne sont pas de ma classe, et qui ne sont même pas de la tranche d'âge de ma classe.

9h35. J'ai exclu 15 « élèves », d'abord juste en coupant leurs micros, puis en les virant de la session. 9H30. J'ai pris 32 captures d'écran pour prouver les insultes racistes, sexistes, et menaces, balancées sur le chat, mais je n'ai pas trouvé moyen d'enregistrer les pistes audio qui montreraient les bruits d'animaux et les mimes d'orgasmes qui rendent impossible tout échange. Trois des 4 élèves du départ sont parti.e.s, par dégoût que ce « cours » en ligne ne leur serve à rien.

10h. J'abandonne et ferme la session. Je ne sais même pas si les trolls qui ont fichu en l'air cette tentative de cours étaient de ma classe ou non.

Ce que je sais en revanche, c'est qu'il en manquait beaucoup : T qui n'était probablement pas encore levé, U qui galère en français, W qui n'a probablement pas d'ordi disponible à la maison, X qui n'a pas d'ordi du tout, Y qui n'a pas de toit, Z qui vit en foyer, et une bonne dizaine d'autres qui n'ont pas dû comprendre comment ça marche, qui ont pu rater le coche, ou même juste qui n'ont pas envie.

J'ai encore à traiter les envois mails des élèves qui ont renvoyé leur boulot, corriger et leur renvoyer individuellement une correction, appeler les familles qui demandent des précisions, mettre en ligne les documents pour la suite.

Comme depuis le début de ce confinement, je vais passer 10h dans la journée devant mon ordi perso à bosser dans des conditions pourries (désolé mes mômes, je ne suis pas disponible, je télétravaille) pour un rendu catastrophique d'inégalités scolaires.

Et ce n'est que pour une classe. Il m'en reste cinq.

J'aurai presque envie d'aller cueillir des fraises, là...

Continuité?

Vendredi 13 mars 2020. On a appris la veille au 20h00 que vendredi serait la dernière journée de classe avant le confinement dans les académies qui n'étaient pas encore touchées par la pandémie. La question des élections municipales et métropolitaines est en suspend pour le dimanche 15 mars. Elles sont maintenues dans des conditions pour le moins particulières. Samedi 14, les magasins sont encore ouverts mais on sent un vent de fermeture. Dimanche étrange. On est entre l'inquiétude et l'incrédulité. Mais le Ministère de l'Education Nationale, lui, ne laisse pas le temps de s'interroger. La « continuité pédagogique » surgit des directives. Bien avant que la nécessité de remplacer les travailleur·euse·s déplacé·es pour la cueillette des fraises n'apparaisse, Blanquer envoie ses injonctions pour qu'aucun·e élève, ni aucun·e enseignant· ne profite du Coronavirus pour chômer. Dans la France « en marche » pas question de « patachonner ». Ordre de mobilisation générale. En guerre on ne réfléchit pas : on agit, on obéit, on avance. Lundi 16, premier jour du confinement : on expérimente la privation de liberté, l'absence de contact, la rupture des habitudes, les angoisses de ses propres enfants. On mesure la distance géographique et temporelle qui va nous séparer de nos proches fragiles. On n'a pas trop la tête à faire des cours en ligne. Mais la boîte mail professionnelle se remplit au grand galop d'adresses et de liens, de plateformes, de mesures à prendre, d'initiatives de collègues, de conseils d'IPR. Et il y a cette expression « continuité pédagogique » qui est là, comme un néon qui clignote dans la nuit d'une rue vide. Mardi 17 mars. Second jour du confinement. Soudain cette expression me révolte. Alors j'ouvre une page Word et j'écris mon indignation.

Aujourd'hui 31 Mars, après deux semaines de « classe en ligne » je n'ai pas changé d'avis. Six élèves de ma classe de Seconde n'ont absolument pas de connexion internet. Tout autour, au large de ma petite vie de prof, j'entends un remue-ménage d'idées, de colères, de réflexions de remises en question richissimes et de tous ordres, qui donnent plutôt envie de tout changer justement !

En attendant petit retour sur le coup de gueule du mardi 17 mars 2020 au matin.

« La continuité pédagogique. Billet d'humeur.

Vendredi notre pays tel que nous le connaissons depuis 30 ans ou 70 ans semblait devoir s'arrêter. Dimanche ce n'était plus notre pays mais tout le monde riche et connecté à la mondialisation qui se retrouvait dans ce cas. En trois jours plus de Poste qui affranchit les lettres, plus de coiffeur·euse, plus de sport, plus de terrasse de café, plus de voiture dans les rues, plus de centre commercial ouvert...à la télévision un président qui mobilise ses « compatriotes » (pas ses concitoyen·nes bien-sûr) dans un pays en « guerre »...et dans les rues la police qui contrôle si c'est bien à côté de chez soi que l'on promène son chien.

Notre monde boulimique d'achats, d'activités, de production, de publicité, de rendez-vous, de plannings, de réunions, de projets, de voyages, de loisirs... stoppé net. La plupart de ce qui était urgentissime et impérieux avant-hier est relégué à un temps autre. Tout ce qui faisait la dynamique, la structure de notre fonctionnement mondialisé s'est pris un mur. Comme un moteur en surchauffe qui explose à plein régime sur l'autoroute. Une sortie de route sans appel, sans même une décélération. Mais comment et pourquoi donc a-t-on pu en arriver là ? Au cours de l'histoire, les épidémies sont le fruit des guerres, des famines, des contacts commerciaux, des transmissions de virus animaux ...mais là, quelle est la logique de tout cela ?

Nos vies chavirent : plus de visite aux grands-parents, aux cousin·es, aux malades, plus de bavardages avec les collègues, avec les camarades de classe, avec les commerçant·es du quartier. Plus d'activité physique hors de nos maisons. Plus nulle part où aller.

Pour les plus chanceux·euses, une famille équilibrée, des frères et sœurs, un grand appartement, un balcon, un jardin, une maison de campagne où l'on se sauve au plus vite, une bibliothèque pleine de livres et de bons DVD. Pour d'autres c'est beaucoup plus compliqué : la solitude, la garde partagée dont on ne sait pas si elle va pouvoir se poursuivre, un·e proche à l'hôpital à qui on ne peut pas rendre visite, un 20m2 à 5, un logement d'où l'on ne voit ni ciel, ni soleil, ni arbre, ni fleur au plus beau du printemps, un hébergement précaire chez un tiers qui ne nous supporte déjà plus depuis des semaines, une voiture pour maison, pas de revenu sûr, pas de « uber » ou de deal pour sauver la fin du prochain mois, pas d'association ouverte pour aider à survivre, des parents à deux doigts de divorcer qui se disputent du matin au soir, une petite soeur souffrant de troubles du comportement ou d'hyperactivité, un grand frère tout juste sorti de prison, une passion à l'arrêt parce qu'on est amoureux·euse sans vivre en couple ou parce qu'on est féru·e d'un sport dont la pratique est suspendue, l'angoisse pour un père caissier de supermarché ou une mère aide-soignante qui risquent de tomber malades, une télé cassée qu'on n'a pas eu l'argent de remplacer. Et tout cela pour 1 mois, 2 mois, 3 mois ? Nul ne le sait. L'exemple précurseur de la Chine nous dirait plutôt trois mois qu'un.

Et au milieu de tout cela il y a « la continuité pédagogique ». La moitié Nord de la Planète s'arrête. Notre modèle d'économie et de société est dans le fossé. C'est le KO planétaire. Mais nos élèves vont continuer les programmes. Ils passeront leurs examens comme si de rien n'était. Ils travailleront 6 ou 8 heures par jour comme les jours de classe normale, sans faillir, sans perte d'efficacité....Dès le lundi, quelques poignées d'heures après le discours du président des avalanches d'exercices à faire et de cours à mémoriser seul·es, sont dans les pages des ENT ....classe virtuelle pour élèves virtuel·les... c'est-à-dire pour élèves sans angoisses, sans parents qui se disputent, sans problème d'hébergement, sans passions contrariées, sans honte de dire qu'ils ou elles n'ont internet que sur un petit téléphone....On réfléchit en tous sens aux moyens informatiques pour mettre les élèves au télétravail. Mais a-t-on seulement pris trois jours pour réfléchir à ce qui nous arrive ? Pour réfléchir à tout ce que cette situation bouscule dans nos vies ? Pour faire l'expérience de ce que l'on ressent de ce que signifie pour un·e enfant ou un·e adolescent·e de passer de la liberté à l'enfermement et à des séparations sans délimitation de temps ? De ce que ça signifie pour nous enseignant·es, de travailler nous aussi comme si de rien n'était, au milieu de notre famille présente dans la maison toute la journée et sans l'énergie souvent épuisante mais aussi porteuse des classes ?

Une de mes inspectrices m'a toujours dit et répété : enseigner c'est donner du sens aux élèves. Aujourd'hui et maintenant quel sens donne-t-on à travers le travail que l'on poste en ligne ? Au milieu du monde tel qu'il est à cet instant ?

Ne pas abandonner les élèves, ne pas couper le lien que l'on a avec eux. Oui bien sûr. Mille fois oui car la plupart en ont besoin. L'idée même de l'école fait leur rythme et leur identité d'enfants et d'adolescent·es. Procurer une certaine normalité alors que tout se détraque et se fige. Oui, bien sûr. C'est un accompagnement précieux d'adulte pour les plus jeunes. Qu'ils et elles continuent à apprendre des choses et à réfléchir. Oui.

C'est une manière d'être vivant·es, actif·ves, dignes. Et si certain·es de nos élèves ont l'école en horreur, d'autres ont une vraie fringale de savoirs.

[suite] Continuité?

Mais se précipiter : imaginer des DS en ligne, remplir des pages de Pronote d'activités équivalentes à des journées entières de travail scolaire, élaborer des visio-conférences à 35, préparer des élèves à des examens sans réfléchir à ce que signifie pour un·e adolescent·e préparer un examen qui n'aura peut-être pas lieu et à coup sûr qui ne pourra pas avoir lieu dans les conditions habituelles....Remplir frénétiquement le vide, sans laisser aux élèves et aux familles, sans nous laisser à nous-mêmes, le moindre temps pour s'adapter à cette vie étrange, à la remise en cause de tout, à la privation de liberté, à l'angoisse de la mort de masse, à la panique de la crainte des pénuries ou de la flambée des prix pour certain·es, à la nécessité de se dédier à nos proches de façon différente. Sans se poser ne serait-ce qu'une semaine pour se demander quel est notre rôle dans tout ça ? Que cherche-t-on à apporter à nos élèves ? Quel est le but du travail qu'on leur donne à faire ? Quel en est le sens ? Quelles peuvent être nos prétentions dans un tel contexte ? Comment éviter d'aggraver les inégalités dont nous sommes témoins chaque jour ?

Nous agissons comme des sportif·ves qui nieraient les courbatures, des alcooliques qui ignoreraient la gueule de bois, des personnes en deuil qui feraient comme si le chagrin n'existait pas. Soldats ? Robots ? Petits bonshommes au garde à vous des foules totalitaires ? Nous agissons avant d'avoir pris le temps de réfléchir.

Je crois que cet arrêt du monde doit nous ramener avant tout à notre humanité, pas seulement à nos boîtes mail. Notre folie de l'immédiateté, de la toute-puissance matérielle et numérique, du remplissage et de l'accumulation a créé un burn-out généralisé. Moi j'ai envie de prendre du recul. Notre seul luxe de ces semaines pénibles et bizarres est de pouvoir prendre le temps, de pouvoir sortir de nos habitudes. Alors je le prendrai et je laisserai à mes élèves l'occasion de faire l'expérience de l'oisiveté au sens le plus noble du terme.

On voit les étoiles comme jamais grâce à la baisse de pollution, on entend les oiseaux comme jamais on ne les entend, on apprend à gérer soi-même son temps sans injonctions extérieures, on apprend à ne pas fuir quand on se sent mal quelque part, on apprend à savoir ce qui nous manque le plus parmi tout ce qui vient à nous manquer, on apprend ce qu'internet peut apporter et ce qu'il ne peut pas remplacer, on apprend à ne pas filer faire du shopping au moindre petit coup de vide..., on apprend que la lecture peut nous faire voyager sans avion. Il y a tant de choses tellement importantes que nos élèves vont apprendre pendant ces semaines !

J'ai envie de réfléchir à tout cela avant d'agir pour leur envoyer le prochain travail à faire. J'ai envie aussi de parvenir à leur communiquer cette nécessité de prendre du recul à travers les échanges que je serai amenée à avoir avec elles et eux, à leur faire sentir qu'il est normal que les choses ne continuent pas, ou en tout cas pas comme si de rien n'était... que c'est peut-être même une chance que ce train fou ait déraillé...

En attendant, chers tous, chères toutes « continuez » bien. »

De l'urgence sanitaire à l'indigence sociale

De la guerre au virus...

L'épisode pandémique que nous vivons touche lourdement le monde du travail. Nombre de salarié·es et d'agent·es doivent quand même aller au travail y compris pour des activités non essentielles. Solidaires et la plupart des organisations syndicales le condamnent fermement tant au plan national que local. Un communiqué de l'intersyndicale du Rhône donne ainsi de nombreux exemples de dysfonctionnements tout en exigeant du préfet qu'il suspende les activités non essentielles1. A ce stade, les constats sont alarmants : les conditions de travail sont méprisées et la vie des salarié·es mise en danger. On peut évoquer les éboueurs de Pizzorno2 (Vénissieux) où les représentant·es de solidaires ont déposé des droits d'alerte pour Dangers Grave et Imminent (DGI) alors que les salarié·es sont massé·es dans les camions, sans masque ni tenues adaptées alors qu'ils et elles sont en première ligne. À La Poste, malgré des cas avérés de covid-19, ce sont parfois une centaine de personnes qui se retrouvent ensemble affectées au tri comme à Saint Priest. Chez Cogepart3 (livraison à domicile, notamment pour carrefour), la direction préfère menacer de sanctions (licenciement) les salarié·es qui ont exercé leur droit de retrait plutôt que d'organiser des conditions de travail décentes alors même que ce n'est pas un service essentiel (il faut venir en magasin et faire plus de 100 euros d'achats pour bénéficier de la livraison). Ce sont évidemment les personnels de santé qui sont au front. On n'oublie pas qu'ils et elles se sont battu·es pendant des mois pour la défense de l'hôpital et du système de santé, recevant alors leur part de gaz, de coups de matraque ou de LBD. Méprisé·es hier par le gouvernement ; le gouvernement les pare de toutes les vertus mais les moyens manquent toujours et contracter le coronavirus n'est toujours pas considéré comme un accident de travail ni une maladie professionnelle. La suspension de la journée de carence ne fera pas passer cette amère pilule. On n'oublie pas non plus les salarié·es du commerce, précarisé·es à outrance, sur qui repose notre survie alimentaire en dépit là encore de conditions sanitaires ou de travail décentes. Et puisque nous sommes en guerre paraît-il, et bien c'est la valetaille qui tombe. À Mulhouse, le président s'est illustré avec des masques qu'il jugeait pourtant inutiles... On constate encore de fortes inégalités entre cadres et maîtrise d'un côté souvent en télétravail et ouvrier·es et employé·es.

... A leur guerre de classe.

Le covid-19 n'est pas venu à bout du patronavirus, certains patrons ont innové : refus d'accepter les autorisations d'absence pour garde d'enfant de moins de 16 ans, au lieu d'appliquer des consignes de sécurité : renvoyer toute la charge sur les salarié·es, rupture de contrats abusive, placement forcé en congé avant même que la loi ne le permette... alors que les outils de protection sont difficilement mobilisables en cette période de confinement (Inspection du Travail, CARSAT, Médecine du Travail, Prud'hommes et même organisations syndicales).

[suite] De l'urgence sanitaire à l'indigence sociale.

Et sous les bons auspices de l'urgence sanitaire, le gouvernement a mis en œuvre une véritable casse, non bornée dans le temps, du Code du Travail sur le temps de travail (les maxima horaires hebdomadaires peuvent monter jusqu'à 60h contre 48), le droit à congé (le patronat peut imposer une semaine de congé). Bien sûr, ce ne serait qu'un juste retour des choses après tous les efforts fournis par les employeurs·ses... Sauf que la prise en charge du chômage partiel est assurée par la collectivité, le patronat n'ayant pas d'obligation de mettre la main au porte-feuille pour compenser les pertes de rémunération. Enfin on a beaucoup parlé du report de la réforme des retraites et de l'assurance chômage (nous demandons toujours leur suppression). Mais si l'on s'intéresse à cette dernière, ce n'est que le dernier volet qui devait entrer en application au 1er avril qui est reporté, le premier volet entré en vigueur en novembre qui fait notamment passer de 4 à 6 mois la durée de travail pour bénéficier du chômage lui est bien maintenu.

Même confiné·es, on est là !

L'urgence sanitaire ne nous fera pas taire même si elle nous prive de nombreux outils de la lutte de classe. Inlassablement, Solidaires poursuit son travail revendicatif, dénonce les cadeaux au patronat aux dépens du monde du travail. Nous maintenons autant que faire se peut les cadres unitaires nés dans la lutte contre la réforme des retraites pour ressortir plus fort·es après ce confinement. Mais notre « besogne quotidienne » aux côtés des salarié·es et des agent·es se poursuit. À Solidaires Rhône, on continue d'accompagner les salarié·es et les équipes pour faire respecter leurs droits à des conditions de travail et de sécurité décentes. Solidaires Fonction Publique a aussi renouvelé son préavis de grève pour tout le mois d'avril afin de couvrir les personnels des trois fonctions publiques si tous les autres moyens y compris le droit de retrait n'étaient pas possibles.

Enfin, pour répondre aux principales questions, plusieurs outils ont été mis en place:
- un numéro vert : 0 805 37 21 34 et une foire aux questions (https://solidaires.org/Foire-aux-questions-au-temps-du-coronavirus)
- sur le site de Solidaires national : https://solidaires.org/Coronavirus-au-travail
- sur le site de Solidaires Rhône : https://www.solidairesrhone.org/spip.php?rubrique162
- et une équipe dans le Rhône que l'on peut contacter ici : contact@solidairesrhone.org

Aucune prétendue union nationale n'empêchera nos luttes légitimes de s'exprimer, d'imposer une meilleure répartition des richesses et un temps de travail fortement diminué.

Virus ou pas, construisons le rapport de force !

1 : communiqué de l'intersyndicale du Rhône : https://www.solidairesrhone.org/spip.php?article860
2 : Communiqué Solidaires 69 (Pizzorno) : https://www.solidairesrhone.org/spip.php?article854
3 : Communiqué Solidaires 69 (Cogepart) : https://www.solidairesrhone.org/spip.php?article855

Du point de vue d'un parent d'élève.

En attendant que Sybeth Ndiaye organise le soutien que vous pouvez apporter à l'effort agricole, je me permets de meubler vos longues journées oisives.

Je m'autorise donc à vous faire part de mon bilan de cette première période "d'école à la maison".

J'ai pu, grâce à vous, voir à quel point j'étais un parent défaillant.

En effet, je mesure aujourd'hui à quel point j'ai sous-équipé mon foyer en ne le dotant que d'un poste informatique, d'une imprimante obsolète, d'un stock de cartouche insuffisant (et déjà épuisé) et d'une connexion très laborieuse.

(oserais-je vous avouez que je ne possède pas de smartphone ?)

Je prends conscience de mon niveau d'incompétence numérique vu que je suis incapable de compresser un document (et ce malgré mes 110kg), de convertir un fichier .doc en .odt, de créer le moindre contenu photo/audio/video et de scanner plusieurs feuilles sans pour autant générer plusieurs fichiers.

Je suis même ridiculement désemparé quand un lien sur Pronote met en branle les différents systèmes d'antivirus de mon ordinateur.

Je vois aussi l'étendue de mes lacunes en anglais qui m'obligent à souvent répondre "je ne sais pas" aux multiples questions que me pose ma fille lorsqu'elle travaille cette matière.

Je me rends compte que mon cerveau, qui m'a permis de survivre une quarantaine d'années, est parfois mis en échec à la lecture d'une consigne scolaire de 6ème.

Malgré mon flegme légendaire, je sens monter en moi un stress inédit à la lecture, sur Pronote, d'injonction du genre "ATTENTION, tu n'auras qu'une seule chance de faire le devoir ce vendredi".

Enfin je suis encore un peu plus convaincu par le fait que l'enseignement est un vrai métier qui ne s'improvise pas.

(est-ce le but recherché par vos hiérarchies ?)

Ainsi je suis face à un terrible dilemme:

-Dois-je urgemment me remettre à niveau dans toutes les matières et en particulier en informatique afin de pouvoir efficacement accompagner "l'école à la maison" ?

-Ou alors aller au bout de ma défaillance et interdire l'accès à Pronote en mon foyer afin d'en préserver la cohésion et le minimum d'harmonie dont nous jouissions jusque là.

Car en effet, dans cette période très légèrement anxiogène, "l'école à la maison" engendre, dans notre cas, son lot quotidien de tensions.

Et comme il est de mon devoir d'être attentif à ce que ces dernières n'aboutissent pas à des dommages corporels, j'envisage très sérieusement la deuxième hypothèse.

Je sais les pressions qu'exerce votre ministère sur vos hiérarchies, et me doute bien que cette période rend votre mission infiniment plus complexe.

L'enseignement à distance ne s'organise pas au débotté et demande évidemment un certain délai de mise en place.

J'ai ouï-dire que ce qui me submerge aujourd'hui vous demande aussi un travail considérable.

Enfin je crois que peu de parents vous en voudrons d'avoir joué la carte de la simplicité et de la légèreté en ce qui concerne le travail que vous envoyez à nos enfants/vos élèves.

Cordialement.

Des élèves confiné-es...mais dehors...

Emmanuel Macron déclarait au début du confinement que « pour les plus précaires, pour les plus démuni·es, nous ferons en sorte qu'ils et elles puissent être nourri·es, protégé·es, que les services que nous leur devons soient assurés ».

Le 13 mars, c'est le ministre du logement qui annonçait la suspension des remises à la rue au 31 mars des personnes mises à l'abri durant la trêve hivernale.

Mais comme souvent, les actes ne sont pas à la hauteur des paroles : le plan d'hébergement d'urgence a été rallongé de deux mois et c'est, dans un premier temps, tout ce qui a été fait du côté des services de l'État. Autrement dit tous ceux et toutes celles qui n'avaient pas été hébergé·es dans le cadre du plan froid pouvaient bien rester dehors pendant le confinement. Sur l'agglomération lyonnaise, le collectif « Jamais sans toit » recensait, de façon non exhaustive, 149 enfants encore à la rue à l'annonce du confinement.

C'est d'abord la métropole qui s'est inquiétée de ces situations et qui a partiellement assumé le rôle de l'État en hébergeant une trentaine de familles signalées par différents collectifs. Dans un second temps, souvent sur signalement du collectif JST, la maison de la veille sociale (MVS) a intégré des familles aux nouvelles places ouvertes suite à l'épidémie.

Toutefois des enfants sont encore à la rue et ce sans accès à l'eau dans le parc des Chartreux par exemple. Pour les familles qui ont été prises en charge dans le cadre du dispositif hivernal, la situation reste très préoccupante. En effet, la Métropole a mis en place un service de livraison de repas mais certaines familles n'y ont pas encore accès, d'autres ne reçoivent pas les chèques service et/ou leur rendez-vous pour les obtenir a été ajourné sans date fixée et ne peuvent donc pas faire de courses.

Du côté des mineurs isolés et des jeunes majeurs, les conditions sanitaires au collège Maurice Scève sont explosives : 350 jeunes sont confiné·es dans un espace restreint, se partagent huit douches et sont parfois 25 par chambre. Malgré la bonne volonté des habitant·es et bénévoles pour faire au mieux, la situation deviendrait vite catastrophique si un foyer épidémique venait à se développer.

Bref dans ce contexte, on comprend bien que les consignes de Jean-Michel Blanquer pour appliquer la sacro-sainte continuité pédagogique n'est pas toujours une priorité.

Les mesures pansements proposées par le ministère (envoi du travail par La Poste, prêt de matériel informatique,...) et la bonne volonté des enseignant·es ne remplaceront pas l'accompagnement pédagogique quotidien qui se fait en classe. Il est illusoire et démagogue de laisser penser que la continuité pédagogique est seulement une histoire de solutions matérielles et que tous les parents peuvent accompagner leurs enfants dans les apprentissages.

pourquoi se syndiquer à SUD éducation

SUD éducation est né dans le sillage des mouvements sociaux de l'hiver 95 avec la volonté de faire vivre un syndicalisme radical et pragmatique. Radical par la réaffirmation de la possibilité et de la nécessité d'une autre société et (donc) d'une autre école. Pragmatique par la prise en compte de l'ensemble des contraintes et des rigidités qui pèsent souvent sur l'action transformatrice à court et moyen terme.

Solidaires,

parce que modernité rime aujourd'hui avec exclusion, misère et précarité, dans le privé comme dans le public, en France comme ailleurs. Pauvreté, chômage, xénophobie, sexisme... autant de fronts, autant de luttes. Nous soutenons activement l'ensemble de celles et de ceux qui souffrent de la fragilité de leur situation sociale et professionnelle, ainsi que, plus largement, toutes et tous les « sans » (travail, logement, papiers...) qui se battent quotidiennement pour la reconnaissance de leurs droits.

Unitaires,

parce que c'est faire le jeu des pouvoirs institués que de sectoriser les luttes et d'éparpiller les revendications. Nous sommes un syndicat résolument intercatégoriel, de la maternelle à l'université, et nous faisons le pari de rassembler dans un même mouvement toutes les actrices et tous les acteurs de l'école sans condition de statut ni de grade. Et nous travaillons avec toutes celles et tous ceux qui partagent l'envie de bousculer le (dés)ordre établi.

Démocratiques,

parce que le syndicalisme ne saurait être une science réservée aux professionnels des dossiers et de la négociation. Il est l'affaire de celles et ceux qui, dans leurs établissements, tentent de faire valoir leur droit à la parole et à décider de leur avenir. Contre le syndicalisme soluble dans les négociations de couloirs, clientéliste et cogestionnaire, nous nous efforçons de promouvoir la communication horizontale, l'animation et les décisions collectives, et de briser le monopole des discours « savants » et « légitimes » qui confisquent paroles et pensées.

Le pari est ambitieux ! Pourtant, face au démantèlement des services publics, au désintérêt pour le politique et l'action collective, à la montée des réponses égoïstes, il est temps de (re)créer, d'expérimenter, dans le tâtonnement, les hésitations et les urgences de l'action, les conditions d'un engagement collectif et actif. SUD éducation s'efforcera d'être à la hauteur de ces enjeux, en idée comme en pratique, mais il sera surtout ce que nous en ferons ensemble ! ■

bulletin d'adhésion 2019/2020

NOM Prénom

adresse postale

téléphone

mail personnel

lieu de travail et adresse

corps

discipline ou spécialité

❏ titulaire ❏ non-titulaire

échelon

❏ temps complet ❏ temps partiel

montant de la cotisation annuelle

date

signature

J'autorise SUD éducation Rhône à faire figurer ces informations dans les traitements et fichiers informatisés dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 6 janvier 1978 (Loi Informatique et Libertés). Je prends note que mes coordonnées postales seront transmises à la Fédération des syndicats SUD éducation pour l'envoi du journal national. Je garde tout droit d'accès à ces informations ainsi que la possibilité de révoquer la présente autorisation en m'adressant au syndicat.

Les deux tiers de la cotisation syndicale sont déductibles du montant de vos impôts si vous êtes imposable – ou vous sont reversés en crédit d'impôt si vous ne l'êtes pas. Chaque année, un reçu fiscal est envoyé aux adhérentEs courant avril. Le montant de nos cotisations syndicales est progressif : il représente annuellement 3 à 15 % d'un salaire net mensuel.

montant des cotisations 2019/2020

salaire net mensuel	cotisation annuelle	taux sur salaire net	salaire net mensuel	cotisation annuelle	taux sur salaire net
0 à 300 €	9 €	3 %	+ de 2 000 €	196 €	9,80 %
300 à 600 €	24 €	4 %	+ de 2 100 €	214 €	10,19 %
600 à 900 €	45 €	5 %	+ de 2 200 €	233 €	10,59 %
+ de 900 €	49 €	5,44 %	+ de 2 300 €	253 €	11 %
+ de 1 000 €	58 €	5,80 %	+ de 2 400 €	274 €	11,42 %
+ de 1 100 €	68 €	6,18 %	+ de 2 500 €	295 €	11,80 %
+ de 1 200 €	79 €	6,58 %	+ de 2 600 €	317 €	12,19 %
+ de 1 300 €	91 €	7 %	+ de 2 700 €	340 €	12,59 %
+ de 1 400 €	104 €	7,43 %	+ de 2 800 €	364 €	13 %
+ de 1 500 €	117 €	7,80 %	+ de 2 900 €	389 €	13,41 %
+ de 1 600 €	131 €	8,19 %	+ de 3 000 €	414 €	13,80 %
+ de 1 700 €	146 €	8,59 %	+ de 3 100 €	440 €	14,19 %
+ de 1 800 €	162 €	9 %	+ de 3 200 €	468 €	14,62 %
+ de 1 900 €	179 €	9,42 %	+ de 3 300 €	495 €	15 %

ensuite, ajouter 15 € de cotisation par tranche supplémentaire de 100 € de revenu.

Rédiger le(s) chèque(s) à l'ordre de SUD éducation Rhône et adresser votre paiement au 125 rue Garibaldi 69006 Lyon.

Pour un paiement échelonné, préciser au dos des chèques les dates d'encaissement souhaitées.

Adhérer au syndicat est un acte volontaire : nous ne recourons donc pas au prélèvement bancaire. Il est néanmoins possible de régler sa cotisation par virement : dans ce cas, contacter le syndicat.

agenda militant

jeudi 30 avril ■ de 19h jusqu'à pas d'heure

Dans ton salon
Réveillon des luttes en confinement
en attendant de pouvoir faire la fête tous-tes ensemble

sommaire

p.1-2: Education: do it yourself
p.2-3: lettre d'un prof de maths aux IA-IPR, recteurs, rectrices, ministre...
p.4: brèves
p.5: Vous avez dit continuité pédagogique?
p.6-7-8: continuité?
p.9-10: De l'urgence sanitaire à l'indigence sociale
p.11: du point de vue d'un parent d'élève
p.12: des élèves confiné-es...mais dehors...

pour plus d'infos
www.sud-arl.org
@sudeduc69

itinéraires sud
le journal de sud éducation rhône

bimestriel ■ nouvelle série
n°116 ■ mars-avril 2020
n° CPPAP 0920 S 05020

imprimé par nos soins ■ directeur de la publication P. Bouvard
prix 2 € ■ abonnement 9 €

LYON 08 PPDC
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

itinéraires sud
le journal de sud éducation rhône
125 rue garibaldi 69006 lyon

MIS EN LIGNE LE 06/04/2020
à distribuer avant le xx/xx/2020

pour nous contacter
sud éducation rhône
125 rue garibaldi ■ 69006 lyon
04 72 37 79 47
sudeduc69@sud-arl.org
http://sud-arl.org

éducation sud
est membre de l'Union syndicale Solidaires